

PROJET D'ORDONNANCE n° du

relatif au droit des usagers de saisir l'administration par voie électronique

NOR : PRMX1423175R/Rose-1

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

SUR le rapport du Premier ministre,

VU la Constitution, notamment son article 38 ;

VU le règlement n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur et abrogeant la directive 1999/93/CE ;

VU la directive 98/34/CE du 22 juin 1998 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques, modifiée par la directive 98/48/CE du 20 juillet 1998 ;

VU la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

VU la loi n° 2013-1005 du 12 novembre 2013 habilitant le Gouvernement à simplifier les relations entre l'administration et les citoyens ;

VU l'ordonnance n° 2005-1516 du 8 décembre 2005 relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives et entre les autorités administratives ;

VU la communication à la Commission européenne effectuée le 2 juillet 2014, sous le numéro 2014/312/F,

VU l'avis du Conseil national d'évaluation des normes en date du ;

Le Conseil d'Etat entendu ;

Le conseil des ministres entendu,

ORDONNE :

Article 1^{er}

L'ordonnance du 8 décembre 2005 susvisée est modifiée conformément aux articles 2 à 7 ci-après.

Article 2

Dans le titre du chapitre II, les mots : « à la simplification des démarches administratives accomplies par voie électronique » sont remplacés par les mots : « au droit de saisir l'administration par voie électronique et de lui répondre par la même voie ».

Article 3

Les articles 2 à 4 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Section 1

« Dispositions communes à tous les téléservices

« Art. 2. - Tout usager, dès lors qu'il s'est identifié auprès d'une autorité administrative, peut adresser par voie électronique à celle-ci une demande, une déclaration, un document ou une information, ou lui répondre par la même voie.

« Art. 3. - I. - Pour garantir le droit prévu à l'article 2, les autorités administratives mettent en place, dans le respect des dispositions de la loi du 6 janvier 1978 susvisée et des règles de sécurité et d'interopérabilité prévues aux chapitres IV et V de la présente ordonnance, un ou plusieurs téléservices.

« Lorsqu'elles mettent en place un ou plusieurs téléservices, les autorités administratives rendent accessibles leurs modalités d'utilisation, notamment les modes de communication possibles. Ces modalités s'imposent aux usagers.

« En l'absence de téléservice, les autorités administratives peuvent être saisies par un envoi électronique qui leur est adressé par un usager.

« II. - Lorsqu'elle a mis en place un téléservice dédié à l'accomplissement de certaines démarches administratives, une autorité administrative n'est régulièrement saisie par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

« Art. 4. - Un décret en Conseil d'Etat précise les conditions d'application des articles 2 et 3. Des décrets en Conseil d'Etat peuvent, pour certaines démarches administratives, écarter l'application des articles 2 et 3 pour des motifs d'ordre public, de défense et sécurité nationale ou de bonne administration.

Article 4

L'article 5 est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa, les mots : « I. - Toute demande, déclaration ou production de documents adressée » sont remplacés par les mots : « tout envoi » ;

2° Au quatrième alinéa, les mots : « du présent I » sont remplacés par les mots : « du présent article » ;

3° Les cinquième et sixième alinéas sont remplacés par les deux alinéas suivants :

« L'autorité administrative n'est pas tenue de respecter l'obligation prévue à l'alinéa premier pour les envois abusifs, notamment par leur nombre, leur caractère répétitif ou systématique, ou les envois susceptibles de porter atteinte à la sécurité de son système d'information. Après en avoir, si possible, informé la source des envois abusifs en cause, un système d'information peut être configuré pour bloquer la réception des envois provenant de sources identifiées comme ayant émis un nombre significatif d'envois abusifs.

« Les dispositions de l'article 19 de la loi du 12 avril 2000 susvisée ne s'appliquent pas aux demandes relevant du présent article. »

Article 5

Après l'article 5, il est inséré deux articles 5-1 et 5-2 ainsi rédigés :

« *Art. 5-1.* - Une autorité administrative peut répondre par voie électronique à toute demande d'information qui lui a été adressée par cette voie par un usager ou par une autre autorité administrative.

« Sauf refus exprès de l'usager, une autorité administrative peut répondre par voie électronique aux envois qui lui sont adressés par cette voie.

« *Art. 5-2.* - I. - Lorsqu'il est requis que l'envoi d'un document par un usager à une autorité administrative se fasse par lettre recommandée, cette formalité peut être satisfaite par l'utilisation d'un téléservice ou d'un procédé électronique, accepté par ladite autorité administrative, permettant de désigner l'expéditeur et d'établir si le document a été remis ou non à cette autorité.

« II. - Lorsqu'il est requis qu'un document administratif soit notifié à l'usager par lettre recommandée et après avoir recueilli l'accord exprès de l'usager, cette formalité peut être satisfaite par l'utilisation d'un procédé électronique permettant de désigner l'expéditeur, de garantir l'identité du destinataire et d'établir si le document a été remis ou non au destinataire.

« Les modalités d'application du présent article sont fixées par décret en Conseil d'Etat. »

Article 6

Après l'article 6, il est créé une section 2 ainsi intitulée : « Section 2 : Dispositions particulières à certains téléservices ».

Article 7

Le chapitre III est remplacé par les dispositions suivantes :

« CHAPITRE III

« DISPOSITIONS RELATIVES AUX DOCUMENTS ADMINISTRATIFS NUMERIQUES

« Art. 8. - I. - Un document peut être émis par une autorité administrative sous format numérique et être admis au même titre qu'un document sur support papier, sous réserve que puisse être dûment identifiée la personne ou l'autorité administrative dont il émane et qu'il soit établi et conservé dans des conditions de nature à en garantir l'intégrité.

« II - Les actes des autorités administratives peuvent faire l'objet d'une signature électronique. Celle-ci n'est valablement apposée que par l'usage d'un procédé, conforme aux règles du référentiel général de sécurité mentionné au I de l'article 9, qui permette l'identification du signataire, garantisse le lien de la signature avec l'acte auquel elle s'attache et assure l'intégrité de cet acte. »

Article 8

La présente ordonnance est applicable dans les îles Wallis-et-Futuna aux administrations de l'Etat et à leurs établissements publics. Elle est applicable à Saint-Barthélemy et à Saint-Martin, y compris en matière de droit d'entrée, de séjour et d'asile des étrangers.

Article 9

La présente ordonnance entrera en vigueur pour l'Etat et ses établissements publics un an après sa publication au *Journal officiel* de la République française et deux ans après cette publication pour les autres autorités administratives mentionnées à l'article 1^{er} de l'ordonnance du 8 décembre 2005 susvisée.

Article 10

Le Premier ministre, le ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique, la ministre des outre-mer, le secrétaire d'Etat chargé de la réforme de l'Etat et à la simplification et la secrétaire d'Etat chargée du numérique sont responsables, chacun en ce qui le concerne, de l'application de la présente ordonnance, qui sera publiée au *Journal officiel* de la République française.

Fait le

**PAR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE :
LE PREMIER MINISTRE,**

Le ministre de l'économie, de
l'industrie et du numérique,

La ministre des outre-mer,

Le secrétaire d'Etat chargé de la
réforme de l'Etat et de la simplification,

La secrétaire d'Etat chargée
du numérique,